

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
27, Av. de la Gare, Lausanne (Suisse)
Téléphone: 1943
Adresser les communications: Bureau central, Lausanne.

PRIX DE L'ABONNEMENT
Un an: Fr. 30.— Six mois: Fr. 18.—
Télégramme: Fr. 2.50.

Pour les ANNONCES voir nos précédents N°.

L'Ukraine

N° 50

Lausanne, 16 Mai 1918

IV^{me} Année.

Notre cinquantième numéro.

Nous fêtons aujourd'hui le cinquantième numéro de notre journal et nous profitons de l'occasion pour prier nos lecteurs de bien vouloir nous renvoyer cet exemplaire avec l'indication REFUSÉ. Il ne doit pas s'abonner, en nous faisant parvenir le montant. Les restrictions obligatoires de la consommation du papier nous empêchent absolument de faire d'autres services que ceux de nos abonnés et des échanges.

Fondé le 1^{er} juin 1915 par M. W. Stankowski, notre organe a compté successivement parmi ses rédacteurs MM. le Comte Michel Tyssiewicz, Alexandre Kowalenko et Eugène Hutschinsky, et a toujours défendu les droits du peuple ukrainien à la vie nationale. Nous espérons qu'il pourra continuer sa tâche jusqu'au bout et contribuer pour sa part à la grande œuvre de construction qui s'impose aujourd'hui à notre Etat.

BULLETIN

Lausanne, le 24 mai 1918.

Au lieu de continuer à s'appuyer sur les petits propriétaires démocrates comme il l'a fait pour arriver au pouvoir, il semble de loin que le général Skoropadsky se fait soutenir de plus en plus par les seigneurs des grands domaines fonciers et par l'autorité militaire allemande. Si ces nouvelles sont exactes, le nouvel hetman s'aliénera la sympathie populaire et ne pourra plus espérer rétablir l'ordre en Ukraine.

En attendant confirmation de ces renseignements, il faut en tout cas protester énergiquement contre toute intervention des puissances étrangères dans les affaires intérieures de notre pays. Il est mouton de penser que les partis de gauche qui réclament une participation au nouveau gouvernement soient obligés d'aller discuter avec un général allemand comme dans une simple Pologne occupée.

Les Puissances centrales se sont engagées solennellement à prêter à la République un secours militaire contre l'anarchie bolchévique sans aucune ingérence dans ses affaires politiques. Cet engagement doit être respecté à la lettre et aucune considération quelconque ne nous empêchera de maintenir ici ce point de vue à la face du monde entier. Nous avons été les premiers à critiquer les fautes et la faiblesse du dernier cabinet, mais nous ne pourrions jamais admettre que la réorganisation nécessaire du gouvernement soit livrée au bon plaisir de militaires étrangers, quels qu'ils soient.

Ce sont, en effet, des militaires qui ont violé à Kiev la parole allemande et compromis là-bas l'honneur de leur pays. Nous sommes heureux de n'être pas les seuls à le dire, ni à le penser, et les séances du Reichstag nous ont montré que non seulement les socialistes allemands, mais tous les partis bourgeois raisonnables ont fait chorus pour se plaindre avec violence de la conduite inqualifiable des officiers incorrigibles qui croient pouvoir agir en maîtres partout où ils s'installent.

Nous prenons acte avec reconnaissance des paroles énergiques qui ont été prononcées par les différents députés qui ont pris part à ce débat. Il y a longtemps que la guerre serait finie et que leur pays aurait pu rétablir des relations amicales avec le reste du monde si ces hommes avaient su faire établir en Allemagne la suprématie absolue du pouvoir civil sur la caste militaire prussienne.

Notre ministère s'était montré hible. Les socialistes et les petits propriétaires étaient mécontents. Tout le monde demandait l'ordre et l'activité créatrice. Il nous fallait un nouveau gouvernement, fort et décidé, composé d'hommes d'âge et d'expérience et faisant appel à toutes les compétences sans distinction de parti.

Le général Skoropadsky était peut-être l'homme qui pouvait activer les choses et réaliser le désir unanime.

Pourquoi faut-il qu'avec une maladresse et une brutalité inouïes les militaires étrangers viennent compromettre une rénovation politique indispensable à notre patrie? Est-ce ainsi que les Puissances centrales pourront s'assurer les approvisionnements de céréales qui semblaient passer à leurs yeux comme le point le plus important? Nous ne le croyons pas.

Quel intérêt peuvent bien avoir ces Puissances à faire ainsi le jeu de la réaction tsariste, qui paraît se réjouir d'avance et vouloir profiter du nouvel état de choses pour faire de Kiev une base de restauration monarchique. « Il y a certaines gens, s'est écrit Scheidemann au Reichstag, qui sont les derniers avec lesquels l'Allemagne devrait travailler. Avec de telles gens, l'Hetman Skoropadsky n'aura pas le peuple derrière lui. Il est impossible d'obtenir du blé de l'Ukraine par des moyens pareils. » On ne saurait mieux dire.

La composition du nouveau cabinet est inquiétante en effet. Elle ne correspond pas du tout aux premières dépêches que nous avons reçues la semaine dernière. Les derniers télégrammes donnent les noms suivants:

Président du Conseil:	Lysoboub
Affaires étrangères:	Wasylenko
Adjoint aux affaires étrangères:	Païton
Ravitaillement:	Hawrylow
Justice:	Zawadsky
A la tête de l'Etat-Major:	Kakoucin, Wisniewsky et Woronowicz.

Le porte-feuille de ministre de l'Agriculture serait confié à M. Kalchakow.

M. Dobry a été nommé président du Comité financier.

Sauf MM. Wasylenko et Lysoboub, ces personnalités n'appartiennent pas au cercle du mouvement ukrainien et nous nous demandons s'il était absolument nécessaire de recourir à des collaborations aussi peu certaines au point de vue national pour trouver des administrateurs compétents.

L'ukrainien est bien reconnu comme langue officielle mais la suppression des Ministères de minorités nationales polonaise, russe et juive font prévoir un régime de confusion des nationalités qui nous paraît un peu prématuré et qui risque d'entraver le développement du caractère national dans le pays.

Il n'est pas très encourageant non plus d'apprendre que c'est l'évêque Euloge qui a donné lecture du manifeste de Skoropadsky à la cathédrale, quand on se rappelle les abominables persécutions ordonnées par cet ecclésiastique contre les Uniates et l'appui qu'il a prêté jadis à la russification des Ukrainiens de Galicie orientale.

Nous avons indiqué jeudi dernier les trois conditions qui peuvent seules assurer à l'Hetman et à ses collaborateurs l'appui général du pays:

- 1) rendre au pays la vie normale,
- 2) organiser l'Etat dans un sens vraiment national,
- 3) supprimer les abus de la révolution et conserver à tout prix ses conquêtes dans le domaine politique et social.

En maintenant notre attitude d'expectative et de réserve, nous tenons à insister d'une manière encore plus pressante sur la nécessité absolue de réaliser ce programme et de ne pas revenir en arrière sur les réformes pour lesquelles les meilleurs d'entre nous ont lutté depuis des générations en offrant leur vie en sacrifice.

L'Ukraine ne doit en aucun cas prêter la main à la réaction en Europe et quiconque exploiterait la situation dans ce but commettrait une véritable trahison envers la patrie et envers l'humanité. Pour faire une politique droite et solide, le nouvel hetman fera bien d'éviter toutes les accointances compromettantes et de faire appel sans perdre un seul instant au concours indispensable des partis démocratiques et socialistes sans lesquels la République ne pourrait jamais exister.

L'ACCORD ENTRE LES PEUPLES DE LA BALTIQUE A LA MER NOIRE

Une société d'études.

Pour désigner la sympathie des Suisses pour les idées du D^r Viscont et pour le projet de fonder une société d'études et d'entente entre les peuples de la Baltique à la mer Noire, M. Edmond Privat, privat-docent à l'Université de Genève, avait invité dimanche dernier à son domicile privé une quinzaine de personnalités lettones, lithuaniennes, polonaises, ukrainiennes et blano-ruthènes, et plusieurs amis suisses de la cause du droit des peuples et de la fédération des nations, parmi lesquels on remarquait le prof. Paul Morand, doyen de la Faculté de Droit de l'Université de Genève et M. J.-El. David, rédacteur à la Gazette de Lausanne. Notre patrie était représentée par MM. E. Hutschinsky, rédacteur à l'Ukraine, S. Romanowsky, et D^r V. Panniko, directeur du Dile.

Après un exposé du D^r Viscont, l'auteur de « la Lithuanie et la guerre », et des intéressants discours de M. Ellarsky, démocrate letton, de M. Ligocki et de M. Baranowski, directeur de l'Agence démocratique « Polonia », la discussion s'est engagée entre les différents invités sur la meilleure forme d'organisation possible.

Les invités ont décidé à l'unanimité la fondation d'une société d'études destinée à élucider en dehors de toute intervention des puissances étrangères les questions litigieuses qui divisent les nationalités intermédiaires entre l'Allemagne et la Russie et de faire appel à un comité de patronage suisse pour encourager l'accord entre elles et faciliter leur travail sur la base des principes Wilson: souveraineté des peuples et entente pacifique.

Une commission mixte a été désignée pour rédiger des statuts et convoquer une assemblée constituante avec une représentation plus large. Lecture a été donnée de

télégrammes et de messages d'approbation à ce projet, envoyés par MM. René Claparède, président du comité suisse du droit des peuples, Auguste de Morsier, ancien député de Genève, Rainis, le grand poète letton, Austra Ossolin et A. Leopin, chefs des deux bureaux lettons de Bâle, G. de Taube, devenu président du Comité de secours polonais à Paris, Comte Rostrowsky, chef de la Mission polonaise à Berne, Vilimovics, patriote lithuanien, etc.

Le but de la Société devra être:

- 1^o d'étudier d'une manière approfondie chacune des difficultés à régler entre nos différents peuples;
- 2^o de faire accepter des solutions conciliantes aux représentations nationales et aux autorités légitimes de nos pays;
- 3^o de recommander ces solutions à la ratification du Congrès de la paix générale.

Tous les invités ont témoigné leurs regrets de la manière incorrecte dont certains Polonais impérialistes ont dénaturé d'avance les intentions de la Société en donnant une publicité à une réunion privée avant même qu'elle ait eu lieu, et ont témoigné à leurs hôtes suisses leur reconnaissance d'avoir encouragé par une aimable hospitalité la réalisation prochaine d'un projet aussi utile. La réunion s'est terminée d'une manière tout intime autour d'une tasse de thé chez M^{me} Privat.

Nous sommes très heureux de la décision prise et nous souhaitons que la commission ne tarde pas à faire son rapport et à convoquer une réunion en lançant des invitations à toutes les organisations prêtes à collaborer.

Le 12 mai pourrait devenir un jour une date historique, si nous réussissions à établir une solide base d'entente et à renoncer aux luttes affaiblissantes.

LA MANIÈRE FORTE

Le coup de force des militaires allemands.

Il y a déjà quelque temps que la capitale ukrainienne était agitée de rumeurs inquiétantes sur le sort de la République. La *Nova Rada* avait publié un article intitulé: « A la veille des événements », dans lequel on parlait des menées réactionnaires en avertissant les vrais démocrates des graves événements qui allaient survenir. D'ailleurs tout le monde était persuadé que le Cabinet avait fini son rôle et devait tomber à la première crise.

Les uns proposaient que le Gouvernement au pouvoir soit remplacé par un Ministère de concentration nationale et d'hommes d'affaires appartenant surtout au parti radical-socialiste. Les autres voyaient le commencement de la crise dans le Congrès des petits propriétaires inauguré à Kiev le 29 avril. On parlait aussi d'un coup d'Etat qui devait aboutir à la proclamation d'une dictature militaire de par la volonté des Empires Centraux.

Le 26 avril, le général Eichborn fit afficher dans les rues de Kiev une ordonnance introduisant les tribunaux militaires allemands. Il s'agissait surtout de l'affaire Dobry et du complot russe qu'on avait découvert. Dans la nuit du 26 au 27, les troupes allemandes désambrèrent les divisions ukrainiennes composées d'anciens prisonniers revenus d'Autriche et d'Allemagne.

A la Petite Rada, le lendemain, le Ministre de la Guerre, Joukowski, annonce que le Gouvernement a protesté auprès de l'Etat-Major allemand contre une pareille rupture des accords conclus.

L'attaché militaire Stollberg lui a répondu qu'il s'agissait d'un malentendu. A la même séance le président du Conseil Holoubowitch prononce un grand discours contre l'ordonnance du général Eichborn et contre l'intervention des Allemands dans les affaires intérieures de l'Ukraine. Il expose les démarches faites par le Ministère pour se plaindre à Berlin. Les débats continuent le 28 avril et M. Porsch, social-démocrate bien connu, constate que le Gouvernement n'a pas montré assez d'énergie positive pour organiser l'Etat et qu'il faut le renouveler sur la base d'un programme pratique en faisant appel à tous les partis nationaux, de telle sorte que les Empires Centraux soient obligés de le respecter.

M. Vinnichenko déclare que les Allemands ne sont pas seuls à blâmer. La tragédie n'est pas d'après lui dans le fait que nous avons appelé les Allemands à notre secours, mais dans le fait que leur pays se trouve encore dans une position sociale très hostile à la nôtre. Ils ont profité de la lutte entre les Ukrainiens et les minorités nationales opposées à notre indépendance et ont habilement exploité le déclin du prestige et de l'autorité de la Rada centrale.

Une scène tragique.

A 3 h. 1/2 de l'après-midi pendant le discours du député Joff Raïts, le président de la Rada est avisé que le bâtiment des séances est entouré de troupes allemandes et bientôt après des pas lourds et cadencés retentissent dans les escaliers. La porte de la salle qui se trouve derrière la tribune présidentielle s'ouvre brusquement pour faire place à un détachement de soldats à casques à pointe avec leurs baïonnettes au casque. Revolver en main, l'officier qui les commande s'écrit en russe: « Au nom du gouvernement allemand, je vous somme de lever les mains et de ne pas bouger. »

Tout le monde lève les mains et les soldats forment le cercle tout autour de la salle. Seul le président de la Rada, le professeur Hroubchewski reste immobile à sa place sans lever les bras. Trente fusils chargés se braquent contre lui. « Je proteste formellement, dit-il en ukrainien, contre l'introduction de soldats allemands dans la salle de séances de la Rada. »

— Qui êtes-vous? lui demande l'officier.
— Je suis le président de la Rada centrale, lui répond le professeur Hroubchewski.

— Soit, réplique l'officier, mais à l'heure qu'il est, c'est moi seul qui commande.

Un silence de mort règne dans la salle. Les soldats allemands tiennent toujours leurs armes braquées sur les députés.

Le professeur Hroubchewski engage ses collègues à rester absolument calmes et l'officier le somme de lui dire si les ministres Joukowski, Kowalewski, Tschchenko et le directeur du Département de l'intérieur Galowski se trouvent dans la salle. Personne ne répond. A la troisième sommation, M. Galowski se présente. Il est immédiatement arrêté et emmené par les soldats.

L'officier demande encore au président les adresses des trois ministres. Il n'obtient aucune réponse.

L'officier fait ensuite déposer toutes les armes et fouiller certains dépôts en prenant l'adresse de tous les membres présents.

L'officier demande au professeur Hrochewski de faire évacuer la salle. Le président refuse par trois fois et pendant ce temps les militaires allemands perquisitionnent le bâtiment tout entier et arrêtent M. Loubinaki.

Le professeur Hrochewski reste jusqu'au soir enfermé dans sa chambre avec une sentinelle devant la porte. Une fois mis en liberté, il rappelle la garde ukrainienne qui reprend son poste et le Rada décide de se réunir le lendemain matin, 29 avril.

Nous avons commenté dans le Bulletin ce scandaleux abus de pouvoir qui a soulevé des protestations dans le monde entier.

LE PROGRAMME AUSTRO-POLONAIS

Leopold, avril 1918.

Ces jours derniers les journaux polonais ont exprimé à plusieurs reprises l'espoir de voir les empires centraux, après la conclusion de la paix avec la Roumanie, s'occuper de résoudre la question polonaise.

Dès le commencement des hostilités, la libération de la Pologne a fait partie des buts de guerre des deux groupes de belligérants. L'Entente a solennellement proclamé l'autonomie de la Pologne, dans le fameux appel du Grand-Duc Nicolas Nicolaievitch.

Le programme polonais de la Russie et de ses alliés était la réunion de tous les territoires polonais en un Etat autonome sous le sceptre du tsar.

C'est à la fin de la première année de guerre seulement, lorsque les armées austro-allemandes ont occupé Varsovie, que l'on a appris les détails de ce programme.

Tel est le noyau du programme austro-polonais. L'Autriche cède la Galicie au futur Etat polonais et comme compensation, la Pologne entre dans la monarchie des Habsbourg.

Tel est le noyau du programme austro-polonais. L'Autriche cède la Galicie au futur Etat polonais et comme compensation, la Pologne entre dans la monarchie des Habsbourg.

L'acte du 4 novembre 1918 marqua une légère déviation aux vœux austro-polonais. Le nouveau royaume devait désormais former un Etat à part et la Galicie une province au-

tonome spéciale de la monarchie. C'était une déception pour les Polonais qui demandaient une réunion de la Galicie à la Pologne.

Les territoires ukrainiens occupés par l'Autriche-Hongrie, soit le pays de Cholm et une partie de la Volhynie, ont en effet été traités de telle sorte qu'on pouvait les croire destinés au futur Etat polonais.

Comme nous l'avons dit plus haut, le programme austro-polonais n'avait de valeur pour les Polonais qu'autant qu'il leur permettait d'envisager le rétablissement de leur Etat dans ses anciennes frontières historiques.

Une certaine presse polonaise de Galicie invite chaque jour le gouvernement austro-hongrois à traiter simplement l'Ukraine en territoire d'occupation. Elle exige davantage du ministère autrichien. Celui-ci doit prouver par des faits qu'il existe entre Vienne et Berlin un accord complet en ce qui concerne la création d'une Pologne historique.

On comprend, dès lors, pourquoi les Ukrainiens combattent avec tant d'énergie, le programme austro-polonais, il signifierait, pour eux, l'annexion de nouveaux territoires ukrainiens dans le but de faire de la Pologne une grande puissance à leurs dépens.

MICHEL LOZYNSKY.

DERNIERES NOUVELLES

RAD. 13 mai (B. T. U.) Dans le but de réorganiser la flotte de la Mer Noire, l'hetman Skoropadsky a formé une commission navale composée de l'amiral Melukow, du vice-amiral Pokrowsky et des contre-amiraux Petow, Klitow, et Chomentski.

Le gouvernement ukrainien est en train de former une nouvelle délégation pour les négociations de paix avec la Russie.

La date de convocation du Congrès national des socialistes ukrainiens a été reculée au 2 juin.

Les négociations entre les représentants du gouvernement allemand et les partis ukrainiens de la gauche au sujet de leur participation au ministère, continuant. MM. Winnickienko et Eftremov y prennent part.

Les Zemstvos vont être prochainement réorganisés et les milices réarmées. Le Parlement va être convoqué au plus tôt. L'ancienne loi électorale sera transposée. Les lois pour le vote seront portées à un âge plus avancé, et d'autres réformes seront également effectuées.

Le gouvernement est favorable à la liberté de la presse, mais il prendra cependant des mesures énergiques contre tout abus. Le Parlement décidera de la forme future de l'Etat, le gouvernement a l'intention de publier prochainement une déclaration détaillée sur son programme.

Par suite du coup d'Etat, M. Serrink, ambassadeur de l'Ukraine à Berlin, M. Lewytsky, ambassadeur à Constantinople, M. Galagan à Sofia, ont été rappelés. M. Jakoblew, ambassadeur à Vienne, reste à son poste.

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Pourparlers politiques

Dans un manifeste daté du 29 avril, Skoropadsky a déclaré que les efforts des Empires Centraux, pour rétablir l'ordre dans le pays se sont heurtés à la mauvaise volonté et à l'indolence de la Rada, c'est pourquoi il est décidé à suivre l'appel du peuple et à prendre le pouvoir d'hetman.

Dans une interview avec des représentants de la presse ukrainienne Skoropadsky a déclaré qu'il chercherait la solution jusqu'à ce que l'ordre et la tranquillité soient complètement rétablis.

Quatre groupes amicaux des partis socialistes-révolutionnaires, social-démocrates, social-libéraux et socialistes indépendants se sont réunis pour délibérer en commun sur la situation créée par le coup d'Etat.

Une délégation composée des groupes sus-nommés et comprenant l'ancien président du Conseil et anciens membres du Conseil, s'est réunie après le général Griner, chef d'état-major du général Elichorn et s'est déclarée prête à remplacer la Rada.

L'OPINION ALLEMANDE ET L'UKRAINE

(De votre correspondant particulier)

Berlin, mai 1918.

« On se trouve les denrées de l'Ukraine ? Pourquoi fait-on payer le blé si cher ? Pourquoi nous en livre-t-on si peu ? Penchez-vous du côté des Centraux ou bien du côté russe ? Votre indépendance est-elle sérieuse ou n'est-elle pas tout simplement une manière d'antichambre pour une nouvelle union avec la Grande Russie ? »

D'ailleurs, ce que les fameux dieux de la presse comme Théodore Wolff, Georg Bernard, Ernst Rewentlow et les autres, pensent sur l'Ukraine dans leurs articles de fond, est accepté les yeux fermés comme une hostie sacrée par la grande masse du public.

Où, depuis le début de la guerre et surtout depuis la Révolution russe on peut bien estimer à 90 % la proportion d'inexactitudes qui ont paru sur l'Ukraine dans la presse berlinoise.

Wassylewko a été chargé de la formation du nouveau cabinet. A la demande de Skoropadsky, il s'est adressé au parti social-démocrate ukrainien, qui passe pour le représentant des intellectuels et de la petite bourgeoisie.

Le général Griner, chef d'état-major du général Elichorn, a reçu une députation des partis socialistes, composée de MM. Winnickienko, social-démocrate, Eftremov et Losky, social-libéraux, Soltan, socialistes-révolutionnaires, Andriewski, socialiste.

Le général Griner, chef d'état-major du général Elichorn, a reçu une députation des partis socialistes, composée de MM. Winnickienko, social-démocrate, Eftremov et Losky, social-libéraux, Soltan, socialistes-révolutionnaires, Andriewski, socialiste.

Le nouveau Cabinet nommé par Skoropadsky sous la présidence de Lyubkowsky se compose exclusivement de membres ou de partisans du parti radical et du parti octobrist russe.

En ce qui concerne la tâche du nouveau gouvernement, le ministre de l'Instruction publique, Wassylewko, a déclaré à des représentants de la presse que le gouvernement avait pour objet d'établir et de maintenir.

Фабрика годинників
Ф. ОБРИ-ШАЛЬТЕНБРАНД
у ШО-де-ФОН (Швайцарія)
Fabrique d'horlogerie F. Aubry-Schaltenbrand, La Chaux-de-Fonds

„Tavannes Watch Co“ & „Cyma“
Годинники з прецизіон
„Таванн Вач та Спілка“ і „Сіма“
LA CHAUX-de-FONDS

Фабрика
Годинників
Павла Зефельда
Paul Seefeld, La Chaux-de-Fonds